

Questions orales

M. Trudeau: C'est tout ce que j'ai fait remarquer. Je voudrais rappeler au député que le traité sur les pêches a été négocié sous notre gouvernement essentiellement par le ministre des Pêches qui était alors le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Jamieson, lequel a été grandement assisté par l'actuel ministre des Finances. C'est un accord qui a été réalisé en commun par notre gouvernement et celui du Président Carter. La Chambre l'a d'ailleurs approuvé et nous sommes reconnaissants à l'Opposition du soutien qu'elle nous a accordé dans cette affaire.

Mlle MacDonald: Tenez-vous en à ses termes.

M. Trudeau: L'honorable député m'invite instamment à m'en tenir à ses termes. J'emporterai ce message et en ferai part au Président désigné Ronald Reagan quand je le verrai.

Mlle MacDonald: Cela pourrait prendre six mois.

* * *

● (1425)

LES RELATIONS NORD-SUD

LES ENGAGEMENTS VIS-À-VIS LES PAYS DU TIERS MONDE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question porte sur le voyage que vient d'effectuer le premier ministre et sur les inquiétudes qu'il a exprimées tout récemment au sujet des problèmes du Tiers monde. Le premier ministre peut-il nous expliquer brièvement pourquoi le gouvernement canadien n'a pas, depuis dix ans, respecté ses propres engagements vis-à-vis des pays du Tiers monde et, compte tenu de ce manquement, comment il peut s'attendre à ce que l'on prenne au sérieux la position actuelle du gouvernement du Canada à cet égard?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je pense que le député et son parti n'ont jamais vraiment pris au sérieux les initiatives du gouvernement. Toutefois, je lui assure que les chefs d'État que j'ai rencontrés au cours de ce récent voyage prennent notre gouvernement au sérieux et, tout en admettant que les pays du Nord, dont le Canada, n'ont pas accompli autant qu'ils auraient souhaité, ils reconnaissent la sincérité et les efforts du Canada dans le but d'en arriver à des solutions à ces problèmes mondiaux.

M. Broadbent: Madame le Président, le premier ministre sait fort bien que nous nous situons derrière tous les pays scandinaves à cet égard, derrière les Pays-Bas et derrière bien d'autres pays industrialisés. Comme c'est son gouvernement qui, en 1975, a promis de verser 0.7 p. 100 du produit national brut aux pays du Tiers monde et comme depuis lors, notre contribution s'écarte chaque année un peu plus de cet objectif au lieu de s'en rapprocher, au point que l'an passé, elle ne représentait qu'environ la moitié de la somme que le gouvernement s'était engagé à verser aux pays du Tiers monde, le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement du Canada poursuit toujours cet objectif et quand il envisage de respecter ses engagements?

M. Trudeau: Madame le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà fourni la réponse à cette question lors d'une conférence de presse, le mois dernier, je crois, où il a affirmé que nous devrions atteindre, en 1985, le niveau de .5 p.

100 et que nous prévoyons atteindre .7 p. 100 d'ici 1990. Le député prétend qu'en ce qui concerne le taux d'aide que j'avais fixé pour notre pays, nous n'avons pas progressé depuis 1975. Il a raison en effet. Il reconnaîtra tout de même qu'entre 1968 et 1975, sauf erreur, le volume absolu de l'aide accordée par le Canada aux pays défavorisés a crû considérablement et, par voie de conséquence, la contribution que notre pays tout entier a apportée au règlement des problèmes des pays du tiers monde par le biais de divers programmes, entre autres ceux de l'ACDI. Des progrès ont donc été réalisés.

Je tiens à rappeler au député que vers 1975, le Canada et d'autres pays en développement ont connu des difficultés économiques graves. Je ne peux que regretter que nous n'ayons pu alors maintenir l'aide que nous accordions à l'étranger et espérer qu'à l'avenir, avec la collaboration du député nous puissions faire mieux.

M. Broadbent: Madame le Président, le premier ministre sait qu'un certain nombre de pays ont respecté leurs engagements et les ont même parfois dépassés et ce, en dépit des problèmes économiques qui se posent dans le monde depuis 1975 et dont il a parlé. Le premier ministre vient de dire que le gouvernement ne pourra pas respecter ses engagements, autrement dit qu'il ne pourra pas consacrer 0.7 p. 100 du PNB à l'aide internationale avant 1990, c'est-à-dire avant une quinzaine d'années. C'est à peu près le temps qu'il faudra au gouvernement canadien pour s'approprier notre secteur énergétique, si le premier ministre reste au pouvoir.

Étant donné qu'actuellement près de 450 millions de personnes de par le monde sont sous-alimentées et que notre pays excelle, entre autres choses, dans la production des denrées alimentaires, le premier ministre est-il disposé à augmenter le budget de 1981 du programme alimentaire mondial qui, est inférieur en chiffres réels à celui de l'année dernière? En d'autres mots, le gouvernement est-il disposé à honorer une partie des promesses qu'il a faites aux démunis du monde qui ont tant besoin d'aide?

● (1430)

M. Trudeau: Madame le Président, dans le même ordre d'idées, je signale au député qu'il y a à peine quelques jours, au Sénégal, notre gouvernement s'est engagé à accroître son assistance d'environ 5 millions de dollars simplement dans le domaine alimentaire, afin d'aider ce pays à surmonter la crise actuelle. Je conviens certes que nous pourrions faire beaucoup plus dans le domaine agricole. J'ai discuté de ce problème notamment au Sénégal et au Brésil. Je dois rappeler à l'honorable représentant qu'une aide alimentaire de ce genre risque d'être inefficace, comme le fait ressortir le rapport auquel ont souscrit les députés de son parti, le récent rapport du comité parlementaire des relations Nord-Sud. On y reconnaît qu'il faut également aider à améliorer l'agriculture dans ces pays et ne pas se contenter de fournir des aliments, ce qui les empêcherait à la longue de résoudre leur problème. Le gouvernement tente de leur fournir une aide alimentaire et aussi de leur apprendre diverses techniques, notamment la technologie agricole.